

BURKINA FASO

Ibrahim Traoré catégorique : « La guerre d'abord, la démocratie peut attendre... »

SÉNÉGAL

Face à la crise économique, Ousmane Sonko suspend les voyages à l'étranger de ses ministres

CAMEROUN

Yaoundé confirme le décès de 16 de ses ressortissants engagés aux côtés de l'armée russe en Ukraine

GHANA

Accra supprime les visas pour les Africains à partir du 25 mai 2026

ONU

326 humanitaires tués en 2025 selon l'ONU, l'Afrique en première ligne avec 215 morts

CANDIDATURE À L'ONU : MACKY SALL CONTRE VENTS ET MARÉES

Table des matières

03 EDITO

04 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

12 ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui – croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

14 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement – entre traditions, modernité et nouveaux récits.

EDITO



**DR.
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

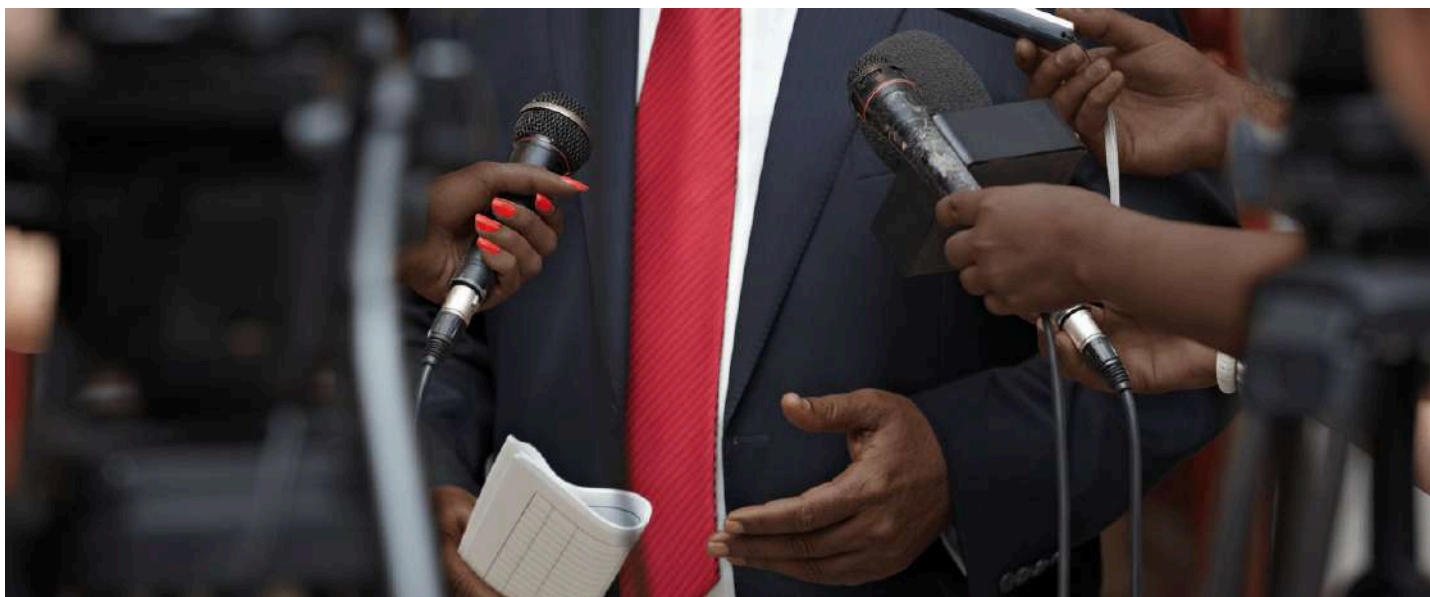
Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel Mian



01 CÔTE D'IVOIRE
PPA-CI, accusés de désobéissance, Don-Mello et ses proches assument leur position et restent imperturbables devant le Conseil de discipline

02 MADAGASCAR
Coup d'État présumé, un général et 12 complices arrêtés

03 SÉNÉGAL
Face à la crise économique, Ousmane Sonko suspend les voyages à l'étranger de ses ministres

04 ONU
Macky Sall contre vents et marées

05 CAMEROUN
Yaoundé confirme le décès de 16 de ses ressortissants engagés aux côtés de l'armée russe en Ukraine

06 BURKINA FASO
Ibrahim Traoré catégorique : « La guerre d'abord, la démocratie peut attendre... »

Côte d'Ivoire : PPA-CI, accusés de désobéissance, Don-Mello et ses proches assument leur position et restent imperturbables devant le Conseil de discipline

Le ton monte au sein du Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI). Ce mercredi 8 avril 2026, le Conseil de discipline du parti a auditionné le Dr Ahoua Don-Mello ainsi que quatorze de ses proches, accusés de « désobéissance » aux décisions de la direction.

À l'origine de cette procédure, une plainte déposée par le président exécutif, Sébastien Dano Djédjé. Il reproche aux mis en cause d'avoir ignoré les résolutions du Comité central et de la Convention qui avaient clairement désigné Laurent Gbagbo comme candidat officiel du parti pour la présidentielle d'octobre 2025.

Pour la direction du PPA-CI, cette ligne était sans équivoque. Les décisions prises en mars et mai 2024 s'imposaient à tous. La candidature dissidente de Don-Mello est donc perçue comme une rupture assumée avec la discipline interne.

Mais devant le Conseil, la riposte des accusés a été tout aussi ferme. L'ancien candidat à la présidentielle et ses soutiens revendiquent une démarche « responsable ».

Selon eux, leur objectif était simple : éviter que le parti ne disparaisse du jeu électoral après l'invalidation de la candidature de Gbagbo. Ils pointent également un vide stratégique au sommet du parti. En l'absence de nouvelles directives claires après cette invalidation, ils estiment avoir pris leurs responsabilités pour maintenir le PPA-CI dans l'arène politique.

Autre argument avancé, leur participation au scrutin ne saurait être interprétée comme un soutien implicite à un éventuel quatrième mandat du président Alassane Ouattara.

À l'issue des auditions, un mémo détaillant leurs arguments a été transmis au Conseil de discipline, qui devra trancher dans les prochains jours. La décision est désormais très attendue, tant elle pourrait redessiner les équilibres internes du parti.

À noter que trois figures convoquées à savoir, Coulibaly Yacouba, Kanga Kakou Antoine et Youté Wonsébé Innocent, n'ont pas répondu présentes à cette séance sous tension.



Madagascar : Coup d'État présumé, un général et 12 complices arrêtés



Des perquisitions ont également conduit à la saisie de sommes importantes d'argent liquide et d'armes au domicile de certains suspects.

Parmi les figures centrales de cette affaire apparaît le colonel Patrick Rakotomamonjy, ancien cadre de la présidence limogé en janvier, présenté comme l'un des organisateurs du projet.

À Madagascar, une affaire aux accents de crise politique secoue les hautes sphères de l'État. Le parquet a annoncé, le 2 avril, l'inculpation de treize personnes soupçonnées d'avoir participé à un complot visant à éliminer le chef de l'État par intérim, le colonel Michaël Randrianirina.

Selon la procureure Narindra Navalona Rakotoniaina, onze suspects ont déjà été placés en détention, tandis que des mandats d'arrêt ont été lancés contre les autres. L'enquête met en cause des profils de haut rang. Parmi eux, plusieurs officiers supérieurs, dont un général qui aurait publiquement exprimé son intention de participer à un coup d'État.

Les investigations ont permis de mettre en lumière des éléments jugés accablants. Des échanges via WhatsApp, ainsi que des aveux partiels concernant l'utilisation de fonds pour financer l'opération, figurent dans le dossier.

Cette affaire intervient dans un climat politique déjà fragile. Le pays traverse une période de transition depuis la chute de l'ancien président Andry Rajoelina, contraint de quitter le pouvoir après des manifestations menées notamment par des jeunes dénonçant les pénuries d'eau et d'électricité. Le colonel Randrianirina, soutenu par une partie de l'armée, a depuis, pris les rênes du pays.

Engagé à organiser des élections d'ici fin 2027, le dirigeant intérimaire a récemment formé un nouveau gouvernement. Une décision qui suscite des critiques, notamment en raison de l'absence de représentants du mouvement de jeunesse ayant joué un rôle clé dans le renversement de son prédécesseur.

Dans ce contexte tendu, les révélations autour de ce complot présumé viennent accentuer les incertitudes sur la stabilité politique de Madagascar.

Sénégal : Face à la crise économique, Ousmane Sonko suspend les voyages à l'étranger de ses ministres

Au Sénégal, le gouvernement opte pour la sobriété. Le Premier ministre Ousmane Sonko a annoncé une mesure forte : la suspension quasi totale des déplacements à l'étranger pour les membres de l'exécutif. Une décision dévoilée le 3 avril 2026 à Mbour, lors de la clôture de la Semaine nationale de la jeunesse au stade Caroline Faye.

Dans un ton direct, le chef du gouvernement a expliqué vouloir montrer l'exemple face aux difficultés économiques actuelles. Lui-même renonce à ses voyages prévus, y compris un déplacement à Paris, désormais annulé. Les missions hors du territoire ne seront maintenues qu'en cas de nécessité jugée indispensable.

Cette décision s'inscrit dans un contexte de pression budgétaire accrue. En cause notamment, la flambée des prix du pétrole. Alors que les prévisions de l'État reposaient sur un baril à 62 dollars, celui-ci atteint désormais environ 115 dollars. Un écart significatif qui pèse lourdement sur les finances publiques, en particulier sur les dépenses énergétiques et les subventions.

Face à cette situation, l'exécutif cherche à réduire les charges considérées comme non prioritaires. Les déplacements officiels, souvent coûteux, apparaissent comme un levier immédiat d'économie. Cette orientation traduit une volonté de rigueur dans la gestion des ressources publiques, alors que les marges de manœuvre budgétaires se resserrent.

Au-delà de l'aspect financier, cette mesure marque aussi un recentrage politique. Le gouvernement entend privilégier les actions sur le territoire national et répondre en priorité aux enjeux internes. Pour l'heure, aucune indication n'a été donnée quant à la durée de cette restriction ni à un éventuel retour à la normale.

Dans un contexte international incertain, cette décision illustre les arbitrages auxquels sont confrontés les États dépendants des fluctuations des marchés mondiaux.



Candidature à l'ONU : Macky Sall contre vents et marées

La décision de Macky Sall de maintenir sa candidature au poste de secrétaire général des Nations unies, en dépit du rejet formel de l'Union africaine, ouvre une séquence diplomatique aussi inédite que délicate. Entre affirmation individuelle et désaveu continental, cette posture interroge les règles tacites de représentation africaine sur la scène internationale et met en lumière les fragilités persistantes de l'unité politique du continent.

Depuis plusieurs semaines, la démarche de l'ancien président sénégalais suscite des remous dans les cercles diplomatiques. Traditionnellement, les candidatures africaines à des postes de premier plan au sein du système onusien reposent sur un principe implicite mais déterminant : l'aval de l'Union africaine, garant d'une voix commune.

Or, le 27 mars 2026, cette logique a volé en éclats. L'organisation continentale a officiellement rejeté la candidature de Macky Sall, révélant des divisions profondes entre États membres. En toile de fond, des réserves politiques, des interrogations sur sa gouvernance récente au Sénégal, et des tensions électorales encore fraîches dans les esprits. Malgré ce revers, Macky Sall n'a pas retiré son dossier. Quatre jours après le rejet, aucune prise de parole directe. Cependant, sa cellule de communication s'est chargée de défendre une ligne claire: la candidature reste valide.

L'argument avancé est strictement procédural. Le dépôt du dossier à New York, effectué le 2 mars via le Burundi, répond aux exigences administratives de l'ONU et ne dépend pas formellement du soutien de l'Union africaine, selon les communicants de Macky Sall. Le camp Sall évoque également un paysage diplomatique moins hostile qu'il n'y paraît. Treize États maintiendraient leur opposition, cinq demanderaient un délai, tandis que certains pays auraient revu leur position.

Une majorité silencieuse, composée de trente-cinq États, ne se serait pas encore prononcée. Mais derrière cette lecture optimiste, une réalité s'impose. Sans soutien continental clair, la candidature apparaît politiquement affaiblie.



Le désaveu le plus marquant est venu de Dakar lui-même. Dans une note officielle adressée à la Commission de l'Union africaine, les autorités sénégalaises ont affirmé n'avoir « à aucun stade endossé » cette initiative. Une prise de distance nette, renforcée par les déclarations d'Aminata Touré, proche du pouvoir actuel, qui a dénoncé une démarche menée sans concertation et qualifiée de « peu cavalière ». Plus troublant encore, Macky Sall n'aurait jamais sollicité le soutien du président en exercice, Bassirou Diomaye Faye, rompant avec les usages diplomatiques. Ce silence alimente l'idée d'une initiative personnelle, déconnectée des canaux institutionnels habituels

Au-delà des tensions africaines, l'équation internationale s'annonce complexe. Le processus de désignation du secrétaire général des Nations unies repose sur un mécanisme exigeant à savoir, la recommandation du Conseil de sécurité où les cinq membres permanents disposent d'un droit de veto, puis la validation par l'Assemblée générale.

Dans cette compétition, Macky Sall fait face à des profils bénéficiant de soutiens solides et structurés, à l'image de Rafael Grossi ou Michelle Bachelet. Sans l'appui de l'Union africaine, il part avec un désavantage stratégique évident, dans un jeu diplomatique où les équilibres régionaux comptent autant que les alliances globales.

Les auditions prévues à New York au cours de ce mois constitueront un premier moment de vérité. Ces dialogues interactifs permettront d'évaluer la crédibilité des candidats devant la communauté internationale. Mais le véritable arbitrage interviendra plus tard, entre juillet et août, lorsque le Conseil de sécurité entrera dans le cœur du processus de sélection. D'ici là, la candidature de Macky Sall devra surmonter un double défi : convaincre au-delà de l'Afrique, tout en composant avec une légitimité contestée sur son propre continent.

Au fond, cette affaire dépasse largement le cas individuel de l'ancien président sénégalais. Elle met en lumière des tensions structurelles qui se traduisent par la difficulté à construire des positions communes, le poids des agendas nationaux, et l'absence de mécanismes contraignants pour coordonner les candidatures africaines. Faut-il alors renforcer le rôle de l'Union africaine pour éviter ce type de dissension ? Ou, au contraire, accepter une plus grande liberté individuelle au risque d'affaiblir la voix collective du continent ? Le débat est désormais ouvert.

En maintenant sa position, Macky Sall fait le pari d'une reconnaissance internationale qui compenserait l'absence de soutien africain. Un pari audacieux, mais risqué. Car au-delà de l'issue de cette candidature, une question demeure : peut-on prétendre incarner une voix globale sans avoir réussi à rassembler la sienne à l'échelle régionale ?



L'évolution de ce dossier pourrait bien redéfinir, à terme, les règles du jeu diplomatique africain sur la scène mondiale.

Cameroun : Yaoundé confirme le décès de 16 de ses ressortissants engagés aux côtés de l'armée russe en Ukraine



Le Ministère des Relations extérieures du Cameroun a confirmé, le 6 avril 2026, une information aussi sensible que troublante. En effet, 16 Camerounais ayant rejoint les rangs de l'armée russe ont trouvé la mort dans le conflit en Ukraine. La notification officielle, transmise par l'ambassade de Russie à Yaoundé début mars, évoque des décès survenus en « zone d'opération militaire spéciale », terminologie employée par Moscou pour désigner la guerre en cours.

L'annonce, relayée par la CRTV, s'accompagne d'un appel aux familles des victimes à se rapprocher des services compétents du ministère. Les autorités affirment avoir engagé des démarches pour informer les proches, mais sans livrer de détails sur les circonstances exactes des décès, ni sur leur chronologie.

Par ailleurs, aucune initiative diplomatique visible n'a été rendue publique. Contrairement à d'autres États africains, Yaoundé privilégie une approche discrète, évoquant des échanges bilatéraux menés hors de l'espace médiatique. Cette retenue alimente les interrogations sur la stratégie adoptée face à un phénomène qui dépasse désormais le cadre individuel.

Le cas camerounais s'inscrit dans une dynamique plus large. En Afrique du Sud, le président Cyril Ramaphosa est intervenu directement auprès de Vladimir Poutine pour obtenir le retour de ressortissants coincés dans les zones de combat. Du côté du Kenya, une mission officielle à Moscou a permis d'arracher des garanties contre de nouveaux recrutements, tandis que des poursuites judiciaires ont été engagées contre des réseaux soupçonnés de traite. Le Zimbabwe a également reconnu des pertes humaines liées à ces engagements, souvent présentés comme contractuels mais parfois entachés d'irrégularités.

Au Cameroun, les autorités avaient déjà tenté d'endiguer le phénomène en 2025, après la défection de militaires vers le front ukrainien. Une mesure restrictive avait alors été imposée au sein des forces de sécurité, sans toutefois couvrir les civils, aujourd'hui au cœur du problème.

L'absence d'informations sur un éventuel rapatriement des corps ou sur des dispositifs d'accompagnement des familles laisse planer un sentiment d'inachevé. Entre prudence diplomatique et pression croissante de l'opinion, Yaoundé devra sans doute clarifier sa position face à un dossier à la fois humain, politique et international.



Burkina Faso : Ibrahim Traoré catégorique : « La guerre d'abord, la démocratie peut attendre... »

Au Burkina Faso, le pouvoir militaire affiche désormais clairement ses priorités : la sécurité avant toute considération démocratique. Dans une longue interview diffusée à la télévision nationale, le capitaine Ibrahim Traoré a assumé sans détour l'orientation de son régime, invitant les citoyens à ne plus se focaliser sur la question des élections.

« On ne parle même pas d'élections d'abord (...) il faut que les gens oublient la question de la démocratie, la démocratie c'est pas pour nous, elle peut attendre », a-t-il déclaré.

Arrivé au pouvoir à la faveur d'un coup d'État en 2022, le chef de la junte a écarté toute perspective de retour rapide à un ordre constitutionnel. Initialement prévue pour s'achever en juillet 2024, la période de transition a été prolongée de cinq ans, repoussant d'autant l'organisation de scrutins.

Une décision qui s'inscrit dans un contexte de restructuration profonde des institutions. La commission électorale a été dissoute, tout comme les partis politiques, dont les activités étaient déjà suspendues.

Dans son intervention, Ibrahim Traoré a justifié cette ligne par la situation sécuritaire du pays. Confronté depuis près d'une décennie à des attaques de groupes jihadistes, le Burkina Faso reste en proie à une violence persistante. Pour les autorités, la priorité absolue est la reconquête du territoire et la stabilisation du pays, quitte à mettre entre parenthèses les mécanismes démocratiques.

Le président burkinabè a également défendu l'action des forces armées et de leurs supplétifs, rejetant les accusations d'exactions visant des civils. Selon lui, ces allégations ne reposeraient sur aucune preuve tangible. Il a par ailleurs insisté sur l'autonomie de l'armée burkinabè, tout en reconnaissant un appui matériel de la Russie, sans implication directe dans la formation des troupes.

Sur le plan politique, le pouvoir s'est aussi exprimé sur le sort de l'ancien dirigeant Paul-Henri Sandaogo Damiba, renversé lors du second coup d'État de 2022. Extradé récemment vers Ouagadougou, il est désormais entre les mains de la justice, accusé notamment de tentative de déstabilisation. Ce positionnement marque une rupture assumée avec les standards démocratiques classiques.

Pour les autorités burkinabè, l'heure n'est plus aux élections, mais à la guerre, une guerre qu'elles entendent mener jusqu'à un retour à la stabilité, condition qu'elles jugent préalable à toute ouverture politique.





01 AFRIQUE DE L'OUEST

Le Nigéria et la Côte d'Ivoire captent
78% des actifs

Banques en Afrique de l'Ouest : Le Nigéria et la Côte d'Ivoire captent 78% des actifs

Le marché bancaire ouest-africain vit des moments contrastés. Si le Nigeria reste incontestablement le moteur régional, la dévaluation récente du naira a chamboulé le classement des plus grandes banques, réduisant l'écart entre les leaders à moins de 2,5 milliards de dollars. Access Bank, First Bank of Nigeria et Zenith Bank se tiennent désormais quasiment à égalité, alors que l'an dernier, la différence atteignait près de 9 milliards de dollars.

En parallèle, les banques des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) ont trouvé un souffle grâce à leur ancrage à l'euro. Société Générale Côte d'Ivoire, par exemple, échoue de peu à intégrer le top 5, tandis que NSIA Côte d'Ivoire se hisse dans le top 10.

Malgré cette diversification, deux pays concentrent l'essentiel du pouvoir bancaire régional : le Nigeria et la Côte d'Ivoire. Quatorze banques nigériennes et onze banques ivoiriennes représentent à elles seules 78 % du bilan total de la région.

Le découpage entre zones anglophone et francophone reste frappant. Ecobank fait exception, avec des entités présentes des deux côtés de la ligne linguistique. Pour les autres, le succès se limite à leur zone d'origine. Guaranty Trust Bank (GTB) illustre bien cette réalité. Sa filiale nigérienne figure parmi les leaders, mais GTB Côte d'Ivoire pointe seulement à la 76e place de l'Uemoa.

Bank of Africa, fondée au Mali et désormais détenue par le Marocain BMCE Bank of Africa, se concentre entièrement sur la francophonie avec trois filiales (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Bénin), tandis que sa filiale ghanéenne reste marginale.

La crise monétaire nigérienne et la force relative de l'euro renforcent l'idée que l'Afrique de l'Ouest bancaire est à la fois concentrée et fragmentée. Entre poids économique des grandes puissances régionales et limites d'internationalisation des groupes, la dynamique future du secteur reste à observer de près.





01 NIGERIA
Nuit de terreur dans l'État de Kebbi, plusieurs villages attaqués et incendiés par des groupes armés, au moins 10 morts enregistrés

03 GHANA
Accra supprime les visas pour les Africains à partir du 25 mai 2026

02 CAF
Patrice Motsepe aux Sénégalais : « j'ai remis la médaille d'or et le trophée à Sadio Mané, mais je dois me conformer aux règles »

04 ONU
326 humanitaires tués en 2025 selon l'ONU, l'Afrique en première ligne avec 215 morts

NIGÉRIA : NUIT DE TERREUR DANS L'ÉTAT DE KEBBI, PLUSIEURS VILLAGES ATTAQUÉS ET INCENDIÉS PAR DES GROUPES ARMÉS, AU MOINS 10 MORTS ENREGISTRÉS



Dans le nord-ouest du Nigeria, une nouvelle vague de violences a frappé l'État de Kebbi dans la nuit du 5 au 6 avril 2026. Plusieurs villages de la circonscription de Shanga ont été la cible d'attaques coordonnées menées par des hommes armés présumés appartenir à des groupes djihadistes.

Selon des sources locales, les assaillants ont pris pour cible les localités de Gebe, Kawara, Kalkami ainsi que d'autres communautés environnantes. Des témoignages concordants évoquent des tirs nourris, des habitations incendiées et un bilan humain d'au moins une dizaine de morts, bien que les autorités n'aient pas encore communiqué de chiffres officiels précis.

D'après des habitants ayant fui les violences, les assaillants seraient venus de zones forestières situées à proximité de la frontière avec l'État du Niger. L'un d'eux affirme que les hommes armés ont ouvert le feu sur les civils avant de mettre le feu à de nombreuses maisons, semant la panique au sein des populations.

Ces attaques s'inscrivent dans un contexte sécuritaire particulièrement dégradé dans cette région frontalière du Bénin et du Niger. Depuis 2025, l'État de Kebbi est devenu un nouveau foyer d'activité pour des groupes djihadistes liés à l'organisation État islamique.

Le groupe impliqué dans ces violences serait affilié à Ansaru, une faction issue d'une scission avec Boko Haram en 2021 et proche de Al-Qaïda. Cette mouvance cherche à étendre son influence dans le nord-ouest nigérian, profitant de la porosité des frontières et de la faiblesse du contrôle sécuritaire.

Par ailleurs, la région reste confrontée à une autre menace persistante : celle des groupes criminels locaux, souvent désignés sous le nom de « bandits », responsables d'enlèvements et d'attaques contre les villages.

Face à cette double insécurité, les populations civiles se retrouvent particulièrement vulnérables, contraintes de fuir leurs habitations et de chercher refuge dans des zones plus sûres, tandis que les autorités peinent à contenir la multiplication des violences.



CAF : PATRICE MOTSEPE AUX SÉNÉGALAIS : « J'AI REMIS LA MÉDAILLE D'OR ET LE TROPHÉE À SADIO MANÉ, MAIS JE DOIS ME CONFORMER AUX RÈGLES »

La visite de Patrice Motsepe à Dakar, le mercredi 8 avril, intervient dans un contexte particulièrement tendu pour le football africain. À la suite de la décision controversée du jury d'appel de la Confédération africaine de football de retirer le trophée remporté sur le terrain par le Sénégal lors de la finale de la CAN 2025, pour l'attribuer au Maroc, une vague d'incompréhension et de frustration a gagné une partie de l'opinion publique sénégalaise ainsi que plusieurs acteurs du football continental.

C'est dans cette atmosphère électrique que le président de la CAF a effectué une visite qualifiée de « mission d'apaisement » dans la capitale sénégalaise. L'objectif était clair : engager le dialogue avec les autorités politiques et sportives locales, calmer les tensions et réaffirmer l'engagement de l'instance à garantir la transparence ainsi que le respect des règles dans ses prises de décision.

Au cours de son séjour, le patron du football africain a été reçu en audience par le chef de l'État sénégalais, Bassirou Diomaye Faye. Selon un communiqué de la présidence, les échanges ont été francs et approfondis, permettant d'aborder l'ensemble des sujets liés à la situation récente, sans qu'aucune question ne soit éludée.



« Le Président de la République a réaffirmé avec clarté les principes auxquels le Sénégal est attaché, notamment le respect du droit, l'exigence de transparence et la préservation de l'intégrité des compétitions. Il a également rappelé la nécessité de garantir la crédibilité du football africain, dans un contexte où le continent doit faire bloc et se projeter avec responsabilité vers les échéances internationales à venir. Dans cet esprit, le Sénégal continuera d'agir avec sérénité, responsabilité et fermeté pour la défense de ses intérêts légitimes et de son honneur, tout en suivant avec vigilance les développements de cette situation, dans le respect des instances et des voies de recours engagées », précise la note de la présidence.

Lors de sa conférence de presse, très attendue, Patrice Motsepe a tenu à rappeler son attachement aux principes qui régissent l'organisation. Revenant sur la situation du Sénégal et la polémique en cours, il a déclaré : « J'ai remis la médaille d'or et le trophée à Sadio Mané, j'ai remis la médaille d'or à Koulibaly..., mais je dois me conformer aux règles ».

À travers ces propos, Motsepe a voulu rappeler que, malgré la dimension émotionnelle et les symboles puissants du football africain, la CAF ne peut s'affranchir de ses procédures internes. Une manière également de répondre, de façon indirecte, aux critiques pointant du doigt un manque de transparence ou une possible partialité dans la gestion de la faïtière continentale.

Si la visite de Patrice Motsepe a permis de rouvrir le dialogue et d'apaiser, en partie, le climat, elle n'a pas totalement éteint la polémique

Reste désormais à savoir si cette démarche suffira à tourner la page de cette crise et à apaiser durablement les esprits, alors que la question de la gouvernance du football africain demeure plus que jamais au cœur des préoccupations.

GHANA : ACCRA SUPPRIME LES VISAS POUR LES AFRICAINS À PARTIR DU 25 MAI 2026

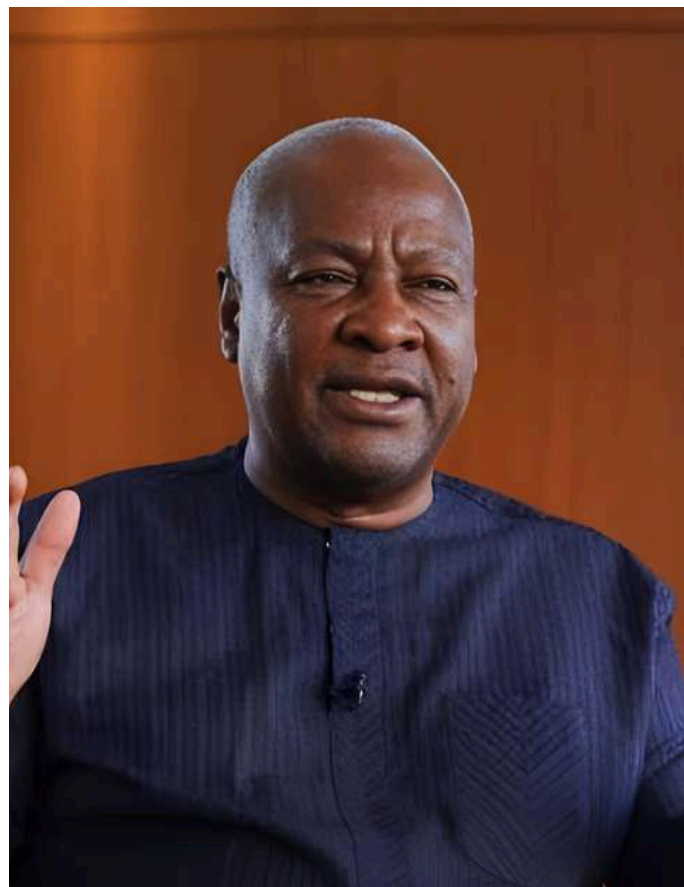
À compter du 25 mai 2026, le Ghana mettra en œuvre une réforme majeure en matière de circulation des personnes. Les citoyens africains pourront désormais entrer sur son territoire sans avoir à payer de visa. Une décision qui coïncide avec la célébration de la Journée de l'Afrique, rappelant la création de l'Organisation de l'unité africaine en 1963.

Cette initiative, impulsée par le président John Dramani Mahama, marque une volonté affirmée d'encourager les échanges entre pays africains et de soutenir une intégration régionale encore incomplète.

Malgré la suppression des frais de visa, les autorités ghanéennes maintiennent un dispositif de contrôle. Les voyageurs devront obligatoirement s'enregistrer via une plateforme numérique de type e-Visa, reliée à plusieurs bases de données sécuritaires.

Le ministre des Affaires étrangères, Samuel Okudzeto Ablakwa, insiste sur cet équilibre entre accessibilité et vigilance, soulignant que la modernisation des outils technologiques permet d'assurer la sécurité tout en facilitant les déplacements.

Le Ghana rejoint ainsi un cercle restreint de nations africaines ayant opté pour une suppression totale des visas entre citoyens du continent. Parmi ces pays figurent le Bénin, le Rwanda, la Gambie et les Seychelles. À l'échelle de l'Union africaine, cette politique reste encore marginale, malgré les ambitions affichées de libre circulation.



Au-delà de son impact immédiat, cette décision pourrait jouer un rôle moteur dans la transformation des politiques migratoires africaines. En facilitant la mobilité, le Ghana mise sur un renforcement des échanges économiques, culturels et humains.

Ce choix stratégique envoie un message clair : celui d'un continent en mouvement, où la circulation des personnes devient un levier essentiel de développement et d'unité.

CONFLITS DANS LE MONDE : 326 HUMANITAIRES TUÉS EN 2025 SELON L'ONU, L'AFRIQUE EN PREMIÈRE LIGNE AVEC 215 MORTS



Le constat est alarmant et sans appel ! Les travailleurs humanitaires paient un tribut de plus en plus lourd dans les zones de conflit à travers le monde. Selon les Nations unies, au moins 326 humanitaires ont été tués depuis le début de l'année 2025, portant à plus de 1 000 le nombre de victimes sur les trois dernières années. Une hécatombe qui illustre, selon les responsables onusiens, un inquiétant recul du respect du droit international.

Réuni le 8 avril 2026, le Conseil de sécurité a consacré un débat à la protection de ces acteurs essentiels, intervenant souvent au péril de leur vie. Mais le tableau dressé est sombre. Tom Fletcher, en charge des opérations humanitaires, n'a pas mâché ses mots, évoquant un véritable « effondrement » des mécanismes censés garantir la sécurité de ces personnels.

Certaines régions concentrent une part particulièrement lourde de ce bilan. L'Afrique figure en première ligne, avec 130 humanitaires tués au Soudan, 60 au Soudan du Sud et 25 en République démocratique du Congo.

Au Soudan du Sud, la situation est particulièrement préoccupante. Le pays est aujourd'hui considéré comme l'un des environnements les plus dangereux pour les humanitaires.

En février, la destruction de deux structures de santé desservant près de 250 000 personnes a brutalement privé des centaines de milliers d'habitants d'accès aux soins.

En République démocratique du Congo (RDC), l'insécurité persistante continue de coûter des vies. Le décès de Karine Buisset, employée de l'Unicef, tuée en mars lors d'une frappe de drone dans l'est du pays, illustre tragiquement les risques encourus.

L'évolution des méthodes de guerre aggrave encore la situation. L'usage croissant de drones par des acteurs peu soucieux du droit international multiplie les attaques meurtrières, que ce soit en Afrique ou dans d'autres zones de conflit comme l'Ukraine. Cette mutation technologique rend les interventions humanitaires encore plus périlleuses.

Mais au-delà de la violence, c'est l'impunité qui alimente cette spirale. Les auteurs de ces attaques sont rarement identifiés, et encore moins poursuivis.

Dans ce contexte, la communauté internationale est confrontée à une urgence : restaurer le respect du droit humanitaire et garantir la sécurité de ceux qui interviennent au cœur des crises. Car derrière ces chiffres, ce sont des vies engagées au service des autres qui continuent d'être fauchées dans l'indifférence croissante du monde.

UGANDA : UNE ÉCOLE MATERNELLE FRAPPÉE PAR UNE ATTAQUE MORTELLE, QUATRE ENFANTS TUÉS



Un drame d'une rare brutalité a frappé une école maternelle de Kampala, en Ouganda, jeudi 2 avril. Quatre enfants en bas âge, âgés de deux à trois ans, ont perdu la vie lors d'une attaque au couteau perpétrée par un homme qui a depuis été interpellé par les autorités.

D'après les premiers éléments de l'enquête, le suspect se serait présenté à l'établissement sous prétexte d'inscrire un enfant. Après avoir entamé les démarches administratives, il aurait soudainement sorti une arme blanche et attaqué les enfants présents. Trois garçons et une fillette figurent parmi les victimes, tandis qu'une dizaine d'autres enfants ont échappé à la mort.

La scène s'est déroulée dans le quartier de Ggaba, à proximité du lac Victoria, plongeant familles et riverains dans un profond choc. Rapidement maîtrisé après une tentative de fuite, l'agresseur a été intercepté par des habitants en colère, certains cherchant à se faire justice eux-mêmes avant l'intervention de la police. Placé en garde à vue, il fait désormais l'objet d'investigations pour déterminer les motivations de son geste, encore inconnues à ce stade.

Sur place, l'émotion était palpable. Des proches des victimes, bouleversés, ont exprimé leur incompréhension face à une telle violence visant des enfants si jeunes. Les autorités, représentées notamment par le chef de la police, se sont rendues sur les lieux, où un important dispositif de sécurité a été déployé.

Si ce type d'attaque reste exceptionnel dans le pays, l'Ouganda a déjà été confronté par le passé à des violences touchant des établissements scolaires, notamment lors des exactions de la Armée de résistance du Seigneur ou des actions menées par les Forces démocratiques alliées. Ce nouveau drame ravive les inquiétudes autour de la sécurité des lieux éducatifs et laisse une communauté endeuillée face à l'inexplicable.

Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉ infos@mianmedia.com | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Suivez-nous sur :



visitez : www.mianmedia.com

Mian Media

Hamaniè

N°094-10/04/2026